

Depuis quelques années, en France, les études sur le genre sont en vogue, comme l'indiquent le foisonnement des recherches sur ces thèmes et les signes récents d'une nouvelle reconnaissance institutionnelle.¹ Les colloques, les thèses, les articles et ouvrages, les cours, les séminaires, les diplômes², les manuels³, les revues⁴ et les structures institutionnelles⁵ portant le terme « genre » se multiplient. Cette visibilité nouvelle du genre, dont il est encore trop tôt pour évaluer l'ampleur et la portée dans l'univers académique⁶, est souvent qualifiée de rupture et est même vue, par ceux qui connaissent le moins bien le champ, comme une importation américaine récente. Or si le terme « genre » est la traduction de l'anglo-américain « *gender* » et s'est répandu seulement depuis une dizaine d'années pour désigner ce champ en France, les études sur le genre s'inscrivent dans le prolongement de plusieurs décennies de recherches initialement appelées études « féministes », « sur les femmes » ou encore sur « les rapports sociaux de sexe », nées dans le sillage des mouvements féministes de la deuxième vague, au cours de la décennie 1970.

Si la diffusion récente de la dénomination « genre » pour qualifier le champ ne doit pas gommer l'héritage des recherches passées, il est vrai que le champ s'est substantiellement transformé au cours de la dernière décennie, et l'une de ses transformations les plus directement éprouvées par ses protagonistes, au-delà de son expansion, a été l'arrivée d'une « nouvelle génération » de chercheuses sur le genre. Des années 1970 au tournant des années 2000, les flux de nouvelles entrantes dans le champ avaient été discrets et continus : ils n'avaient guère affecté la position centrale, au moins sur le plan symbolique, qu'y occupaient les générations d'universitaires entrées dans le monde académique dans les années 1970, et qui en quelques sortes l'avaient « constitué ». À partir du tournant des années 2000, la croissance du champ s'est accélérée, et cette croissance été en partie liée à l'afflux de « jeunes chercheuses » (et, de plus en plus, de jeunes chercheurs), faisant du genre leur principale spécialité dès le début de leur parcours de recherche.

Je propose ici de réfléchir aux conditions et enjeux de ce qui est couramment qualifié de renouvellement générationnel du champ des études sur le genre, en partant de mon propre parcours de chercheuse, celui d'une entrée dans le champ au tournant des années 2000⁷. Même si ce récit est situé et subjectif – il reflète ma position sexuée, sociale, disciplinaire, politique et géographique –, je me permettrai donc de passer parfois du « je » au « nous », désignant ainsi en premier lieu une cohorte de chercheuses (très majoritairement des femmes) nées vers le milieu des années 1970, ayant commencé leur parcours de recherche en France au tournant de la décennie 2000 en se spécialisant sur « les femmes » et « le genre ». Peut-être d'autres chercheuses et chercheurs ayant commencé leurs recherches sur le genre dans les années qui ont précédé ou suivi ce moment se reconnaîtront-elles aussi en partie dans ce récit. À l'aube des années 2000, nous sommes apparues, aux yeux de nos aînées, mais aussi et surtout à nos propres yeux, comme une nouvelle « génération ». Arrivées en nombre (relativement à la taille du champ), au même moment, à un stade précoce de notre parcours académique (DEA ou début de thèse), fréquentant parfois les mêmes institutions universitaires (l'EHESS à Paris, l'Université du Mirail à Toulouse...), nous avons eu le sentiment de vivre une expérience collective d'entrée dans le champ, marquée par les mêmes obstacles institutionnels à surmonter, mais aussi par des enthousiasmes partagés dans notre découverte des savoirs féministes et sur le genre. Nous avons éprouvé le besoin de constituer des liens de solidarité et des lieux spécifiques d'expression d'une parole collective, d'un « nous », comme l'indiquent plusieurs initiatives prises en 2002-2003, du lancement du collectif CLASCHES (Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur) en 2002 à la constitution de l'association EFiGiES (Association des jeunes chercheuses et chercheurs en Études

Les inégalités hommes/femmes au tournant des années 2000 : une question de plus en plus « sérieuse »

Contrairement à ce qu'ont pu, sans doute, éprouver nombre de nos aînées lancées sur les thématiques féministes et sur les femmes dans les années 1970, nous n'avons évidemment pas eu le sentiment d'une « année zéro » des études prenant pour objet la différence hiérarchisée entre les hommes et les femmes, le masculin et le féminin. Il existait déjà une abondante littérature savante et politique, en français et dans les autres langues que nous pouvions lire – principalement l'anglais – quand nous avons commencé à travailler sur ces thématiques, en tant qu'étudiantes de maîtrise ou de DEA à la fin des années 1990 et au tout début de la décennie 2000. En France, le champ de recherches « féministes et sur les femmes » a émergé dans le sillage et à proximité du mouvement féministe dans les années 1970, puis a connu une vague d'institutionnalisation au cours des années 1980. Ce mouvement d'institutionnalisation a été symboliquement ouvert, en 1982, par le colloque de Toulouse sur les recherches féministes et sur les femmes organisé à l'initiative du ministère de la Recherche, sous l'impulsion de Maurice Godelier⁸, et du ministère des « droits de la femme », mené par Yvette Roudy⁹. Il s'est poursuivi par le lancement de plusieurs « actions thématiques programmées » au CNRS au cours de la décennie. Enfin, dans les années 1980, un certain nombre de chercheuses spécialistes de ces questions ont obtenu des postes permanents dans le monde académique, notamment au CNRS – dans le contexte d'un mouvement plus général de titularisation des chercheurs et chercheuses contractuel.le.s. Au cours des années 1980-1990, les colloques et publications en études « féministes et sur les femmes »¹⁰ se sont multipliés ; une Association nationale des études féministes (ANEF) a été fondée (en 1989) ; des équipes de recherche ont été créées, comme le GEDISST¹¹ premier laboratoire du CNRS consacré à ces questions (1985), le CEDREF¹² à l'université Paris 7 (1985) ou l'équipe Simone-SAGESSE à l'Université Toulouse le Mirail en 1986 ; des réseaux de recherche ont été lancés au CNRS, comme le GDRE MAGE¹³ (1996) ; des revues spécifiquement dédiées à ces questions se sont installées dans le paysage académique, comme *Nouvelles Questions féministes* (1981) – à la suite de *Questions féministes* (1977-1981), les *Cahiers du Gedisst*¹⁴ (1986), *Les Cahiers du Mage* (1995)¹⁵ ou encore, en histoire, *Pénélope* (1979-1985) puis *CLIO-Histoire, Femmes et Sociétés* (1995). Nouvelles entrantes dans un champ des études féministes et sur les femmes déjà constitué, à l'aube des années 2000, nous avons largement puisé, dès le début, dans cet héritage savant, même si certaines publications restaient difficiles d'accès ou inconnues de nous – en raison de la position marginale dans laquelle ces savoirs étaient encore largement maintenus dans le monde académique.

Par ailleurs, nous sommes entrées dans ce champ de recherche dans un contexte où la question des inégalités hommes/femmes se trouvait projetée au devant de la scène médiatique, éditoriale et, dans une certaine mesure, académique. Cette consécration est très probablement, d'ailleurs, l'un des moteurs de notre arrivée en nombre dans ce champ à ce moment-là. Sous l'effet des remobilisations féministes au cours de la décennie 1990, autour de la parité, du droit à l'avortement ou de l'égalité professionnelle, et à la faveur de grands événements institutionnels organisés à l'échelle internationale autour des droits des femmes (comme la conférence onusienne de Beijing, en 1995), la question de l'égalité des sexes a été replacée au cœur des débats publics. Dans le contexte du débat sur la parité et sur le Pacs, des universitaires spécialistes des femmes et du féminisme intervenaient

régulièrement dans la presse (Michelle Perrot, Janine Mössuz-Lavau, Geneviève Fraisse, Evelyne Pisier, etc.), au-delà de la seule figure d'Elisabeth Badinter qui avait, dans les années précédentes, monopolisé l'attention publique sur ces thèmes. Ce contexte de politisation de l'égalité des sexes contribue sans doute à expliquer l'attrait croissant du monde éditorial français, à cette période, pour ces questions. Après le succès des cinq tomes de *L'histoire des femmes en Occident* au début des années 1990 (1991-1992), dont on sait, grâce au récit de Michelle Perrot, à quel point sa publication s'était heurtée à de vives résistances de la part du monde éditorial français¹⁶, les maisons d'édition en sciences humaines et sociales ont progressivement ouvert leurs portes aux ouvrages sur ces questions, pariant sans doute sur une demande existant à l'extérieur du champ académique. Les ouvrages sur les femmes et les rapports entre les sexes, qu'il s'agisse de textes théoriques¹⁷, d'études empiriques¹⁸, de textes de vulgarisation¹⁹ ou d'intervention dans les débats publics²⁰, sont devenus sinon plus nombreux – il faudrait le vérifier par une enquête précise sur le monde éditorial – au moins plus visibles : ils ont été publiés dans des collections plus centrales, et plus largement diffusés qu'auparavant. Mais surtout, les dernières années de la décennie 1990 ont été marquées par la publication de quelques ouvrages qui, en raison de la position académique prestigieuse de leurs auteur.e.s et de leur éloignement du champ des études féministes, ont donné au diagnostic de la domination masculine une crédibilité scientifique sans précédent. En 1996, l'anthropologue Françoise Héritier a publié *Masculin/Féminin. La pensée de la différence*²¹. Fondé sur un matériau anthropologique très riche, l'ouvrage accréditait la thèse d'une quasi-universalité de la différence et de la hiérarchie entre les sexes, que l'auteure a appelé la « valence différentielle des sexes ». La position institutionnelle de Françoise Héritier, professeure au Collège de France – où elle a succédé à Claude Lévi-Strauss –, et la centralité commerciale de sa maison d'édition (Odile Jacob) ont contribué à diffuser largement la thèse de l'ouvrage, dans la presse mais aussi dans le champ académique. En sociologie, la publication de *La domination masculine* de Pierre Bourdieu, en 1998, a bien sûr été cruciale : tout en ignorant ce qu'il devait aux études féministes qui l'ont précédé, l'ouvrage a eu pour effet de transférer le crédit scientifique de son auteur à une perspective qui jusque là était assignée au domaine de la « science militante ». Ainsi, à la fin des années 1990, les conditions commençaient donc à être réunies pour que l'analyse des rapports de pouvoir entre les sexes sorte du régime d'exception dans lequel elle avait été maintenue par les acteurs dominants des sciences humaines et sociales.

Il me semble que dans les dernières années de la décennie 1990, la visibilité publique et éditoriale croissante des questions d'égalité mêlée à leur consécration académique « par le haut » (ou par le « fait du prince ») ont constitué un contexte favorable à l'entrée d'un nombre croissant de jeunes chercheuses dans ce champ. Pour ma part, le choix de travailler sur ces questions est étroitement lié à un événement académique qui n'est sans doute pas sans lien avec ce nouveau contexte : en 1998, l'année la publication de *La domination masculine* de Bourdieu et de l'examen parlementaire du projet de révision constitutionnelle sur la parité, une question intitulée « Masculin-féminin » a été ajoutée au programme de l'agrégation de sciences sociales ; c'est en suivant les cours de préparation à ce concours que j'ai décidé de consacrer mon premier travail de recherche, mon mémoire de maîtrise (l'équivalent, aujourd'hui, du master 1), à cette question.

Vivacité des recherches, absence de transmission

Au tournant des années 2000, les inégalités hommes femmes étaient donc devenues un

~~sujet de débats publics, des livres de plus en plus nombreux sur les femmes étaient disponibles, et le diagnostic de l'inégalité hommes/femmes était scientifiquement adoué par des figures très respectées des sciences humaines et sociales. Mais la plupart d'entre nous avions une vision très floue et partielle du champ des études féministes et sur le genre, peu de points de repères et de soutiens académiques, en raison de la rareté des mécanismes institutionnels de transmission des savoirs du champ.~~

Cette rareté de la transmission des savoirs féministes est liée aux formes prises par l'institutionnalisation des études féministes et sur les femmes qui, depuis le début des années 1980 en France, s'est opérée essentiellement à la faveur du CNRS : c'est dans cette institution que nombre des « pionnières » du champ ont fait carrière, et qu'elles ont créé des réseaux, des groupes et des revues autour des questions de genre. Les chercheuses spécialistes de ces thématiques entrées dans les universités, souvent isolées dans leur département disciplinaire, sont rarement parvenues à inscrire durablement ces thématiques dans la structure des cursus universitaires au-delà de leur propre enseignement – avec quelques exceptions (Paris 7, Paris 8 ou encore Toulouse Le Mirail ²²).

Ainsi, parmi nous, rares étaient celles qui avaient suivi, au cours des premières années de leurs études supérieures, des enseignements spécifiques sur les femmes, le genre ou les approches féministes. Par ailleurs, ces recherches n'étaient pas intégrées dans les cours « généralistes » que nous suivions, et n'étaient pas citées dans les articles et livres que nous lisions pour préparer nos cours et réussir nos examens. Nous avions du mal à identifier les universitaires spécialistes de ces questions et en mesure d'encadrer nos travaux. Nombre de spécialistes de ces questions étaient, je l'ai dit, chercheuses au CNRS, et paraissaient assez éloignées des lieux de transmission du savoir et de formation à la recherche. Par ailleurs, un certain nombre d'entre elles n'avaient pas passé leur habilitation à diriger des recherches ou n'étaient pas directrices de recherche, et ne pouvaient donc pas encadrer de thèses.

Finalement, en entrant dans le champ des études féministes et sur les femmes dans les dernières années de la décennie 1990, nous nous sommes trouvées face à une situation paradoxale, caractérisée par un décalage frappant entre, d'une part, une production académique et éditoriale de plus en plus dynamique et visible sur ces thématiques, et, d'autre part, la quasi-absence de lieux de transmission de ces savoirs et la rareté des universitaires que nous identifions comme encadrantes potentielles de nos recherches.

Certes, les lieux de transmission des savoirs féministes et sur le genre n'étaient pas inexistantes, et ils ont sans doute joué un rôle important dans l'orientation de notre parcours de recherche. Pour ma part, après n'avoir jamais entendu parler des questions pendant le premier cycle de mes études, et n'avoir jamais milité dans une organisation féministe, j'ai découvert une partie de la littérature sociologique et anthropologique française sur les rapports sociaux de sexe en suivant les cours de préparation à l'agrégation à l'automne 1998, comme je l'ai mentionné plus haut. Lorsque j'ai voulu m'engager dans des recherches sur le genre, j'ai bénéficié des encouragements et du soutien de certain.e.s universitaires, comme Christian Baudelot, directeur du département de sciences sociales de l'École normale supérieure, qui était l'un des rares universitaires hommes, à l'époque, à avoir consacré des travaux à la question du genre et à s'afficher volontiers comme féministe. Sur ses conseils, je suis entrée en contact avec quelques spécialistes du domaine, en particulier Catherine Marry. Par ailleurs, comme d'autres, j'ai bénéficié d'une initiation à la théorie féministe américaine grâce au séminaire hebdomadaire d'Eric Fassin et Michel Feher à l'ENS qui, déjà à la fin des années 1990, rencontrait un vif succès. Alors que je préparais parallèlement un DEA dans une université parisienne n'offrant aucun

enseignement sur le genre et où le soutien intellectuel aux recherches sur ces thèmes était inexistant, je me suis rapprochée d'un groupe de doctorantes qui travaillaient sur ces thématiques à l'EHESS. Elles étaient, pour la plupart, en thèse avec la sociologue Rose-Marie Lagrave : co-fondatrice du groupe femmes de l'EHESS au milieu des années 1990, celle-ci était alors l'une des rares enseignantes de cette institution très masculine à offrir un séminaire consacré aux thématiques de genre et en position – et désireuse – d'encadrer des recherches sur ces thèmes. J'ai rejoint l'année de mon DEA (2001) un atelier informel de lecture et de discussion mensuel sur le genre que les doctorantes de Rose-Marie Lagrave avaient lancé l'année précédente – avec les plus vifs encouragements de leur directrice de thèse – et qu'elles avaient appelé « atelier genre »²³.

Des « autodidactes du genre » ?

L'atelier genre, bien que restreint à un petit groupe de doctorantes parisiennes, a joué un rôle important dans la structuration de la « nouvelle génération » des chercheuses sur le genre, de même, sans doute, que d'autres initiatives du même type tenues au même moment, dans d'autres universités et d'autres villes (je pense bien sûr à l'équipe Simone-SAGESSE de l'université du Mirail à Toulouse). Il se tenait tous les mois dans une petite salle prêtée par le CEMS²⁴, au huitième étage de la tour de l'EHESS du 54, boulevard Raspail. Il réunissait à chaque fois entre dix et quinze personnes dans mon souvenir, inscrites en thèse à l'EHESS ou ailleurs, parmi lesquelles se trouvaient, au tout début, surtout des sociologues²⁵. Pour ses initiatrices, il s'agissait de compenser le caractère lacunaire de transmission « verticale » et institutionnalisée des savoirs de notre champ de recherche à travers la lecture et la discussion collective d'une sélection de textes du champ. Nous voulions acquérir une culture de ce champ, nous approprier ses textes canoniques, repérer et nous situer dans ses principaux courants théoriques. Mais l'atelier genre était plus que cela : il a été un lieu de convivialité, où se sont nouées des relations d'amitié et des liens durables ; un lieu de débats où les discussions ont souvent été passionnées et parfois vives ; un lieu de solidarité et de « repli » où nous pouvions échanger et nous soutenir mutuellement face au défaut de reconnaissance de nos recherches dans nos disciplines et institutions respectives ; un lieu, enfin, d'enthousiasme partagé, lié à la « découverte » collective de savoirs féministes qui ont profondément marqué nos parcours académiques et politiques. Le modèle de « l'atelier genre » s'est généralisé et a proliféré dans le cadre de l'association EFiGiES, créé en 2003. Assez vite, l'association s'est structurée en « ateliers » thématiques, dans lesquels les doctorant.e.s de l'association ont lu collectivement des textes, présenté et discuté leurs propres recherches, et invité les intervenant.e.s de leur choix.

Ces conditions particulières d'exposition aux savoirs féministes et sur le genre, par le biais de séances de lectures collectives entre pairs davantage que par des transmissions verticales, ont eu des effets sur notre rapport à ce champ de recherche. Nous n'avons pas eu de cours ou de manuel offrant des points de repères pour décrypter l'histoire du champ, ses catégories analytiques centrales (« genre », « rapports sociaux de sexe », « patriarcat »...), ses clivages disciplinaires, ses hiérarchies internes, ses controverses. C'est en fonction de nos centres d'intérêts, de nos appétences théoriques et politiques, du hasard de nos lectures et de nos connaissances que nous avons, très largement, « bricolé » une reconstitution, à la fois partielle et subjective, du champ des études sur le genre. Ce rapport que l'on peut qualifier d'« autodidacte » au champ des études féministes nous a fait perdre du temps : nous sommes longtemps restées ignorantes des enjeux structurants

du champ, et nous en avons gardé, pendant longtemps, une vision lacunaire. Mais d'une certaine manière, cette ignorance nous a prodigué une certaine liberté de lecture et d'interprétation. Nous nous sommes appropriées des traditions de recherche variées sans avoir conscience, souvent, de leurs rapports réciproques, et des conflits qui parfois les avaient opposées. Par exemple, nous lisions en même temps les textes de Christine Delphy, de Colette Guillaumin, de Judith Butler et de Joan Scott, sans avoir pleinement conscience, je crois, de l'importance des lignes de partage, à la fois épistémologiques et politiques, entre les approches « poststructuralistes » et les approches « matérialistes » : la différence de perspectives nous semblait vraiment secondaire par rapport à ce qui nous semblait les réunir, la mise en évidence d'une construction sociale de la différence hiérarchisée entre les sexes. De même, il ne me semble pas que nous avons réellement conscience des débats qui avaient entouré la réception du terme anglo-américain « gender » en France dans les années 1990 : « Penser le genre » de Christine Delphy²⁶ et l'introduction de *Gender Trouble* de Butler²⁷, que nous découvrions en même temps et avec le même enthousiasme, nous paraissaient converger et le terme « genre » en français nous a semblé immédiatement devoir s'imposer avec la force de l'évidence. En lisant de manière croisée ces textes, nous avons découvert en même temps la dimension hiérarchique du genre (la domination du groupe des hommes sur le groupe des femmes) et sa dimension normative (l'ordre dichotomique entre masculin et féminin). Ces deux dimensions nous sont ainsi immédiatement apparues comme les deux faces d'un même concept alors que, dans le champ français des études féministes, la deuxième dimension était encore relativement peu explorée. Nous étions peu au fait des clivages disciplinaires, lisant beaucoup de chose « sur le genre », même si cela semblait très éloigné de nos disciplines ou de nos objets de recherche. Ainsi, de fil en aiguille, nous avons construit notre propre culture académique sur le genre avec, sans doute, certaines audaces permises par notre ignorance.

Le genre, la théorie, et la politique

Pour les chercheuses qui se sont spécialisées en études féministes/sur les femmes dans les années 1970 et 1980, cette spécialisation puis la professionnalisation dans le monde académique ont souvent accompagné et prolongé un engagement au sein du mouvement féministe. L'investissement militant avait été pour beaucoup d'entre elles le moteur et le déclencheur de leur spécialisation savante. Jusqu'à la fin des années 1970, les recherches féministes étaient étroitement articulées à l'agenda militant du mouvement, alors très visible et actif. A partir des années 1980, dans le contexte de l'institutionnalisation, le champ s'est progressivement autonomisé, adhérant de manière croissante aux normes de la légitimité académique. Toutefois, il est resté globalement lié à l'univers militant, à la fois sur le plan théorique (domination des approches critiques de l'ordre hiérarchisé de la différence des sexes) et parce qu'un certain nombre de chercheuses sont restées investies, mobilisées (plus ou moins ponctuellement) comme « compagnes de route » des associations féministes²⁸.

L'arrivée de « notre » génération dans le champ au tournant des années 2000 est, elle aussi liée à des scissions politiques : les remobilisations féministes – et plus généralement des contestations sociales – qui se sont données à voir à partir du milieu des années 1990 ont contribué à porter la question de l'égalité femmes-hommes au centre de l'attention publique, éditoriale et indirectement académique. Certaines jeunes militantes d'associations féministes nouvellement créées (comme Mix-Cité ou les Sciences potiches se

rebellent) se sont engagées dans le champ des études sur le genre dans le sillage de cette expérience militante. Mais, contrairement à ce qui s'est passé pour nos aînées, pour nombre d'entre nous, la spécialisation académique n'a pas prolongé un engagement féministe antérieur. Nous avons, à l'inverse, été un certain nombre à arriver à l'engagement féministe par le biais de notre spécialisation académique.

C'est en premier lieu au sein de l'univers académique que cette politisation féministe s'est donnée à voir. En effet, un moment crucial de mise en visibilité politique de notre génération a été, il me semble, la mobilisation que nous avons menée contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur à partir du début de l'année 2002. Tout est parti de discussions menées à l'occasion de l'atelier genre. Il nous a semblé impossible de rester indifférentes à la situation personnelle et au « problème » politique posé par une doctorante de l'EHESS, Sandrine Bertaux, qui s'apprêtait à porter plainte au pénal contre son directeur de thèse, Hervé Le Bras, pour harcèlement sexuel. C'est en nous réunissant en marge de l'atelier genre que nous avons décidé de nous constituer en collectif informel, baptisé CLASCHEs, et de diffuser une pétition dénonçant de manière générale le climat d'impunité entourant les pratiques de harcèlement sexuel à l'université, parallèlement à l'affaire judiciaire dans laquelle nous ne prenions pas directement partie²⁹. Le succès de la pétition nous a largement dépassés : dès le lendemain de sa diffusion, elle a fait l'objet d'une couverture médiatique inattendue, en raison de sa diffusion concomitante avec la plainte déposée par Sandrine Bertaux. *Libération* et *Le Monde* ont immédiatement couvert l'affaire et la pétition, suivis par de nombreux autres journaux³⁰. De même que nous ne nous attendions pas à ce que notre initiative militante fasse une telle percée médiatique, nous n'avions pas du tout anticipé la violence des attaques qui ont été dirigées contre notre pétition et contre Eric Fassin, qui a été un soutien très important – l'un des très rares universitaires à prendre aussi clairement position à nos côtés, avec quelques sociologues comme Rose-Marie Lagrave, Jacqueline Heinen ou Sylvie Cromer. Assez rapidement, la tonalité des articles et des tribunes publiées dans la presse a été très ouvertement hostile à toute politisation de la question : la « liberté pédagogique », affirmaient les opposants à tout traitement institutionnel du harcèlement sexuel, était sérieusement menacée sous l'effet de l'importation du « politiquement correct » à l'américaine. La pétition a recueilli plus de 1200 signatures, du monde universitaire et au-delà. Cette année-là, nous avons déposé les statuts d'une association loi 1901, qui existe toujours aujourd'hui, organisé une journée d'études, et fait pression, aux côtés de l'AVFT³¹, pour qu'une circulaire rappelant la législation en matière de harcèlement sexuel soit diffusée par l'Éducation nationale – ce que nous avons obtenu, après avoir été reçues à la direction de l'Enseignement supérieur. Même si de nombreuses universitaires du champ des études féministes ont signé la pétition, nous avons eu le sentiment que toutes nos aînées ne nous soutenaient pas assez fermement et ouvertement dans ce combat politique qui nous paraissait pourtant être le prolongement direct de leurs engagements féministes. Lors d'un grand colloque rassemblant la communauté des chercheuses féministes francophones à Toulouse, en septembre 2002, nous avons éprouvé très directement ce malaise politique. Les doctorantes engagées dans CLASCHEs ont noué, à cette occasion, des liens avec des doctorantes de l'équipe Simone-SAGESSE³² qui tentaient de dénoncer, auprès de leurs aînées, les comportements abusifs que nombre d'étudiant.e.s de l'universitaire Daniel Welzer-Lang rapportaient avoir subi de sa part dans le cadre de la direction de leur mémoire de recherche ou d'observations participantes menées avec lui et sous sa direction dans des clubs échangistes. La création d'EFiGiES quelques mois plus tard est directement liée à ce mouvement de dénonciation de l'impunité des actes de harcèlement sexuel à l'université. C'est en se réunissant en marge du colloque de Toulouse, et en discutant avant tout de ce que nous « pouvions faire » pour lutter contre le harcèlement sexuel à

l'université, que nous avons pris l'initiative de nous réunir pour mettre en place une association nationale de solidarité entre « jeunes chercheuses » - née quelques mois plus tard. Bien sûr, nous cherchions avec EFiGiES à institutionnaliser à l'échelle nationale les initiatives que nous avons prises ici ou là pour briser notre isolement académique, pérenniser nos réseaux de solidarité et lutter pour la reconnaissance institutionnelle de nos recherches, aux côtés d'autres réseaux académiques initiés et portés par nos aînées³³. Mais notre initiative n'était pas fondée seulement sur des aspirations académiques communes : elle a été également motivée par des engagements politiques partagés. Pour celles d'entre nous qui n'étions pas « déjà » engagées dans le militantisme féministe avant de nous spécialiser sur ces thématiques, le lien entre investissements académiques et politiques s'est donc noué précocement.

Le renouvellement générationnel du champ n'a donc pas remis en cause les liens organiques qui l'unissent au « mouvement », ou, pour reprendre une catégorie que j'utilise ailleurs, son imbrication partielle dans l'espace de la cause des femmes³⁴. Bien sûr, le lien entre savoirs savants et pratiques féministes n'est pas uniforme et systématique : nous sommes liées au mouvement à des degrés divers, et selon des modalités variées. Mais l'empreinte du féminisme se donne à voir au moins doublement dans notre identité professionnelle. D'abord, nous partageons avec nos aînées une position épistémologique commune, héritée des critiques féministes de la science, qui bouscule le principe de « neutralité axiologique » souvent mobilisé comme fondement de la valeur scientifique. Le sujet de la connaissance est toujours situé socialement et la connaissance est en partie le produit de ce positionnement. Notre vision de l'objectivité scientifique ne repose pas sur l'idéal du « dévoilement » de la vérité par un sujet neutre, mais sur un travail réflexif de prise en compte de sa position sociale et politique, combiné à un ensemble de critères d'objectivation conventionnellement reconnus dans le monde académique (mise à distance du sens commun, explicitation des hypothèses et des méthodes, cohérence de la démonstration, etc.)³⁵. En deuxième lieu, comme nos aînées, nombre d'entre nous maintiennent en pratique, des liens effectifs avec l'univers des luttes féministes. Cela passe par des engagements réguliers ou ponctuels dans des actions collectives féministes (participation à des manifestations, initiation ou signature de pétitions, interventions dans des réunions associatives ou politiques...). L'une des conséquences de ces liens est le maintien de la circulation des idées entre le champ académique et le champ militant. Par exemple, la diffusion des études *queer* dans le monde académique français au début de la décennie 2000 n'a pas été sans effet sur l'essor des mouvements se réclamant de ce courant dans l'univers des protestations collectives. Inversement, l'essor des réflexions académiques sur l'imbrication des rapports de pouvoir - qu'on appelle couramment « intersectionnalité » - n'est pas sans lien avec les mobilisations qui ont émergé, dans le champ militant, contre la loi interdisant le voile à l'école publique et, plus largement, contre les définitions dominantes de la laïcité républicaine tendant à mettre en équation islam, immigration et domination masculine. Les mobilisations politiques continuent donc d'alimenter avec profit, me semble-t-il, un champ des études féministes et sur le genre loin d'être clos sur lui-même.

Conclusion

J'ai essayé de décrire et d'analyser les conditions d'entrée dans le champ des études féministes et sur le genre, de socialisation académique et politique, de la « génération » de chercheuses à laquelle je m'identifie, avec laquelle j'ai eu le sentiment de vivre une

aventure collective – sans prétendre parler, bien sûr, au nom des autres membres de cette cohorte. Aujourd'hui, plus de dix ans après ces premières expériences de socialisation, la génération dont je parle apparaît comme l'écume d'une vague bien plus puissante. En effet, le renouvellement générationnel perceptible à partir du tout début des années 2000 s'est poursuivi sans discontinuer depuis lors : de nouvelles et nouveaux entrants ont gonflé les rangs de cette nouvelle vague, apportant leurs propres problématiques théoriques et politiques, redéfinissant les frontières et le sens de ce « renouvellement générationnel ». EFiGiES n'a jamais cessé d'être une association florissante, portée par des cohortes successives d'étudiant.e.s et de doctorant.e.s. Elle regroupe des centaines d'inscrit.e.s sur sa liste de diffusion, organise des colloques, des ateliers et des journées d'études. CLASCHES, après avoir été mis en sommeil pendant plusieurs années, a été réinvesti par des chercheuses plus jeunes et est aujourd'hui une association qui porte avec un grand dynamisme les luttes contre le harcèlement sexuel, les discriminations et les violences de genre dans l'université. Le champ des études sur le genre s'est profondément restructuré. L'offre d'enseignement sur le genre s'est un peu étoffée et il est un peu plus facile aujourd'hui de suivre un cursus spécialisé sur ces thématiques – même si dans la plupart des universités françaises l'isolement des chercheuses et chercheurs sur le genre est toujours de mise.

Je voudrais conclure en soulignant que l'écriture de ce texte m'a fait éprouver un certain sentiment de vieillissement social (ou, plus précisément, académique et politique !) – certaines lectrices auront peut-être la même impression : j'ai réalisé que ce « nous, jeunes chercheuses » qui nous est souvent attribué par nos aînées, et dans lequel nous nous installons confortablement, n'est plus si jeune et nouveau que ça : nous approchons aujourd'hui de la quarantaine, et nous occupons maintenant, pour beaucoup, des positions statutaires dans le monde académique. Il faudrait donc s'interroger, mais ce serait l'objet d'un autre papier, sur les principes de définition de cette « génération » qui réunit désormais dans la même catégorie de « jeunes chercheuses » des étudiant.e.s de master et des universitaires titulaires qui encadrent ou s'apprentent à encadrer les recherches des premier.e.s.

Agacinski, Sylviane (1998), *Politique des sexes*, Paris, Le Seuil.

Andriocci, Muriel (2005), « Entre colère et distance : les « études féministes » à l'université », *L'Homme et la société*, n°158.

Bereni Laure, Cardi, Coline, Lieber, Marylène, Peyraud, Céline et Thiers-Vidal, Léo, « La fin d'un tabou à l'Université », *Le Monde*, 7 mars 2002

Bereni, Laure (2012), « Penser la transversalité des mobilisations féministes: l'espace de la cause des femmes », in C. Bard (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Bereni, Laure, Chauvin, Sébastien, Jaunait, Alexandre, et Revillard, Anne (2012), *Introduction aux études sur le genre*, Bruxelles, de Boeck (2ème édition).

Butler, Judith (1990), *Gender Trouble*, New York, Routledge.

Butler, Judith (2005 [1990]), *Trouble dans le genre : pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte.

Chabaud-Rychter, Danielle, Descoutures, Virginie, Devreux, Anne-Marie, Varikas, Eleni (dir.) (2010), *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte.

Clair, Isabelle (2012), *Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin.

Delphy, Christine (1998), *L'ennemi principal, 1. Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse.

Delphy, Christine (2001), *L'ennemi principal, 2. Penser le genre*, Paris, Syllepse.

Delphy, Christine (2001 [1991]), « Penser le genre: problèmes et résistances », *L'ennemi principal, 2. Penser le genre*, Paris, Syllepse,.

Ephesia (dir.) (1995), *La place des femmes. Les enjeux de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte.

Gardey, Delphine, « Enjeux des recherches sur le genre et le sexe », *Rapport de conjoncture du Comité national de la recherche scientifique*, Paris, Éditions du CNRS, vol. 2, 2004.

Guillaumin, Colette (1992), *Sexe, Race et Pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, côté-femmes.

Héritier, Françoise (1996), *Masculin/féminin. La pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob.

Lagrange, Rose-Marie (1990), « Recherches féministes ou recherches sur les femmes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°83.

Lagrange, Rose-Marie, Gestin, Agathe, Lépinard, Eléonore, et Pruvost, Geneviève (dir.) (2002), *Dissemblances, jeux et enjeux du genre*, Paris, L'Harmattan.

Mathieu, Nicole-Claude (1991), *L'Anatomie politique*, Paris, Côté-femmes.

Mossuz-Lavau, Janine (1998), *Femmes/Hommes. Pour la parité*, Paris, Presses de Sciences po.

Neveu, Erik et Guionnet, Christine (2009), *Féminins-masculins: sociologie du genre*, Paris, Armand Colin.

Parini, Lorena (2006), *Le système de genre : introduction aux concepts et théories*, Zürich, Seismo.

Perrot, Michelle (1997), *Femmes publiques*, Paris, Textuel.

Perrot, Michelle. (2003). « Mon devenir féministe », in J. Laufer, C. Marry, et M. Maruani (dir.), *Le travail du genre: les sciences sociales à l'épreuve des différences des sexes*, Paris, La Découverte.

Pfefferkorn, Roland (2012), *Genre et rapports sociaux de sexe*, Lausanne, éditions Page 2.

Wittig, Monique (2001), *La pensée straight*, Paris, Balland.

1. ↑ Je remercie Geneviève Pruvost et Catherine Marry pour leur relecture amicale d'une version antérieure de ce texte.
Il existe plusieurs formations de master sur le genre aujourd'hui en France : on peut citer, par exemple, « Genre, politique et sexualité » à l'EHESS, « Genre(s), pensées des différences, rapport de sexe » à Paris 8, « Genre et développement » à Paris 7, « Genre et politiques sociales » à Toulouse Le Mirail, ou encore « E.G.A.L.E.S » à Lyon 2. On peut également mentionner le Programme de recherche et d'enseignement sur le genre à Sciences Po Paris (PRESAGE).
Cf notamment Parini, Lorena (2006), *Le système de genre : introduction aux concepts et théories*, Zürich, Seismo ; Neveu, Erik et Guionnet, Christine (2009), *Féminins-masculins: sociologie du genre*, Paris, Armand Colin ; Bereni, Laure,
3. ↑ Chauvin, Sébastien, Jaunait, Alexandre, et Revillard, Anne (2012), *Introduction aux études sur le genre*, Bruxelles, de Boeck (2ème édition) ; Clair, Isabelle (2012), *Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin ; Pfefferkorn, Roland (2012), *Genre et rapports sociaux de sexe*, Lausanne, éditions Page 2.
Deux revues électroniques, *Genre & histoire* et *Genre, sexualité & société*, ont été créées au cours de la deuxième moitié des années 2000. Elles s'ajoutent à la liste des revues spécialisées sur le genre en France, dont la plupart ont été créées dans les années 1980 et 1990. Les principales sont *Nouvelles questions féministes* (revue franco-suisse), les *Cahiers du genre, Travail, genre et sociétés* et *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*.
5. ↑ Cf. la mise en place, en 2006, de l'Institut Émilie du Châtelet (Domaine d'intérêt majeur « Problématiques du genre » du Conseil régional d'Ile-de-France), et la création, en 2012, d'un GIS (Groupement d'intérêt scientifique) « Institut du genre » au CNRS à l'initiative de l'Institut des sciences humaines et sociales, et réunissant 35 partenaires institutionnels. Du côté des universités, la Fédération de recherche sur le genre (RING), qui existe depuis le début des années 2000, a pour objectif de coordonner les pôles d'enseignement et équipes de recherche sur le genre.
6. ↑ L'exploitation des données du « recensement national des recherches sur le genre et/ou les femmes » conduit par le CNRS devrait permettre de préciser ce diagnostic. Les premiers résultats du recensement ont été présentés publiquement le 8 mars 2012, au CNRS, par Sibylle Schweier.
Je reprends ici le contenu d'une communication prononcée à l'occasion d'une journée d'études organisée autour de l'historienne américaine Joan Scott, le 5 novembre 2011 à l'EHESS. Les organisateurs de cette journée, Éric Fassin et Rose-Marie Lagrave, m'avaient demandé de revenir sur ce qu'avait signifié travailler sur le genre pour « ma » génération. Ces réflexions ne s'appuient pas sur une enquête sociologique systématique. Pour une approche empiriquement fondée des transformations du champ des études féministes et sur le genre, cf. Lagrave, Rose-
7. ↑ Marie (1990), « Recherches féministes ou recherches sur les femmes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°83 ; Andriocci, Muriel, et. al. (2003), « État des lieux des enseignements et des recherches sur le genre en France », *Rapport pour le ministère délégué à la Parité et à l'Égalité professionnelle et au service des Droits des femmes et de l'Égalité* ; Gardey, Delphine (2004), « Enjeux des recherches sur le genre et le sexe », *Rapport de conjoncture du Comité national de la recherche scientifique*, Paris, Éditions du CNRS, vol. 2 ; Andriocci, Muriel (2005), « Entre colère et distance : les « études féministes » à l'université », *L'Homme et la société*, n°158.
8. ↑ Maurice Godelier a été chargé par Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche du premier gouvernement de François Mitterrand, de réaliser un bilan de la recherche en sciences humaines et sociales. En 1982, il a été nommé directeur scientifique du premier département des Sciences de l'homme et de la société du CNRS.

9. ↑ Le colloque a réuni 800 participant.e.s.
Rose-Marie Lagrave a noté l'ambiguïté de cette appellation alors répandue, entre
10. ↑ logiques militantes et académiques. Cf. Lagrave, Rose-Marie (1990), « Recherches féministes ou recherches sur les femmes », art. cit.
Groupe d'études sur la division sociale et sexuelle du travail, devenu GERS (Genre et rapports sociaux) en 2001, puis Genre travail mobilités (aujourd'hui intégré dans le CRESPPA, centre de recherche rattaché à l'Université Paris 8).
11. ↑ Centre de documentation, d'enseignements et de recherches pour les études féministes.
12. ↑ « Marché du travail et genre ».
13. ↑ Revue rebaptisée *Cahiers du genre* en 1999.
14. ↑ Revue rebaptisée *Travail, genre et sociétés* en 1999.
Perrot, Michelle (2003), « Mon devenir féministe », in Laufer, C. Marry, et M.
15. ↑ Maruani, *Le travail du genre: les sciences sociales à l'épreuve des différences des sexes*, Paris, La Découverte.
Les textes fondateurs du courant « féministe matérialiste » ont été publiés sous forme d'ouvrages au cours de la décennie 1990 : cf. Mathieu, Nicole-Claude (1991), *L'Anatomie politique*, Paris, Côté-femmes ; Guillaumin, Colette (1992), *Sexe, Race et*
16. ↑ *Pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Côté-femmes ; Delphy, Christine (1998), *L'ennemi principal, 1. Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse ; Delphy, Christine (2001), *L'ennemi principal, 2. Penser le genre*, Paris, Syllepse ; Wittig, Monique (2001), *La pensée straight*, Paris, Balland.
Un état des lieux assez complet de ces recherches empiriques a été publié en 1995
17. ↑ dans Ephesia (dir.) (1995), *La Place des femmes. Les enjeux de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte.
18. ↑ Cf. par exemple Perrot, Michelle (1997), *Femmes publiques*, Paris, Textuel.
19. ↑ Cf. Agacinski, Sylviane (1998), *Politique des sexes*, Paris, Seuil ; Mossuz-Lavau, Janine (1998), *Femmes/Hommes. Pour la parité*, Paris, Presses de Sciences po.
20. ↑ Héritier, Françoise (1996), *Masculin/féminin. La pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob.
Dans ces universités, des diplômes spécialisés en études féministes/sur les femmes
21. ↑ ont été mis en place au niveau du deuxième cycle dès le tournant de la décennie 1990.
Les initiatrices de l'atelier genre avait organisé une journée d'études qui s'était traduite par la publication d'un ouvrage collectif : Lagrave, Rose-Marie, Gestin, Agathe, Lépinard, Eléonore, et Pruvost, Geneviève (dir.) (2002), *Dissemblances, jeux et enjeux du genre*, Paris, L'Harmattan.
22. ↑ Centre d'études des mouvements sociaux (l'un des centres de recherche de l'EHESS, auquel étaient alors rattachées Rose-Marie Lagrave et ses doctorantes).
Au cours de ses premiers temps d'existence, quand je m'y rendais régulièrement, l'atelier genre était notamment fréquenté par Delphine Naudier, Geneviève Pruvost,
23. ↑ Eléonore Lépinard, Agathe Gestin, Anna Jarry, Marylène Lieber, Meriem Rodary, Christelle Hamel, Coline Cardi, Céline Peyraud, Alicia Marques, Elsa Dorlin.
24. ↑ Delphy, Christine (2001 [1991]), « Penser le genre: problèmes et résistances », *L'ennemi principal, 2. Penser le genre*, Paris, Syllepse, pp. 243-260.
25. ↑ Butler, Judith (1990), *Gender Trouble*, New York, Routledge. L'ouvrage a été traduit en français en 2005 : Butler, Judith (2005 [1990]), *Trouble dans le genre : pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte.
26. ↑ Lagrave, Rose-Marie (1990), « Recherches féministes ou recherches sur les femmes », art. cit.
27. ↑
28. ↑

-
- Dans le groupe qui a initialement lancé la pétition CLASCHEs se trouvaient notamment Delphine Naudier, Geneviève Pruvost, Eléonore Lépinard, Coline Cardi,
29. ↑ Marylène Lieber, Céline Peyraud et moi-même. Léo Thiers-Vidal, s'est très rapidement joint à notre mobilisation. D'autres ont rejoint les rangs du petit groupe dès les mois suivants (notamment Liane Henneron et Cédric Roms).
- Nous avons profité de cette attention médiatique pour publier une tribune dans le
30. ↑ journal *Le Monde* (Bereni Laure, Cardi, Coline, Lieber, Marylène, Peyraud, Céline et Thiers-Vidal, Léo, « La fin d'un tabou à l'Université », *Le Monde*, 7 mars 2002).
31. ↑ Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail.
32. ↑ Notamment Emmanuelle Latour et Muriel Andriocci.
33. ↑ Comme l'ANEF (1989) ou le RING (2002).
- Bereni, Laure (2012), « Penser la transversalité des mobilisations féministes :
34. ↑ l'espace de la cause des femmes », in C. Bard (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Cf. D. Chabaud-Rychter, V. Descoutures, A.-M. Devreux, E. Varikas (dir.) (2010), *Sous*
35. ↑ *les sciences sociales, le genre. Relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte.